

**LA CLARIFICATION
DES COMPÉTENCES
DES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES
EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT**

PUBLIÉE
AVEC LE SOUTIEN
DE L'UNIVERSITÉ
DE STRASBOURG
ET DE L'UNIVERSITÉ
DE LIMOGES

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
POUR LE DROIT DE
L'ENVIRONNEMENT

[REVUE JURIDIQUE DE
L'ENVIRONNEMENT]



2 0 1 3

		Introduction générale
11	La clarification des compétences institutionnelles est-elle soluble dans la protection de l'environnement ?, par Michel DUROUSSEAU	
		Les principes constitutionnels
17	Principes constitutionnels et principes généraux d'attribution des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales dans le domaine de l'environnement, par Philippe BILLET et Michel DUROUSSEAU	
		La coadministration
27	La coadministration dans le domaine de l'environnement. Un levier inattendu pour la clarification des compétences, par Vincent de BRIANT	
		Programmation et planification, fiscalité
43	Programmation et planification dans le domaine de l'environnement, par Patrick JANIN	
53	Fiscalité, territoires, environnement, par Cendrine DELIVRE	
		Veille et expertise
65	Les fondements pour une expertise scientifique dans l'exercice des compétences des collectivités territoriales en matière d'environnement, par Eric NAIM-GESBERT	
69	Propositions pour un statut juridique de l'expertise scientifique des collectivités territoriales, par Gérard MONÉDIAIRE, Eric NAIM-GESBERT et Rémi RADIGUET	
87	Les lanceurs d'alerte dans le domaine de l'environnement, par Marianne MOLINER-DUBOST	
		Renforcement des compétences : eau, biodiversité
111	Les perspectives dans le domaine de l'eau, par Bernard DROBENKO	
123	Les territoires de la biodiversité à la recherche de la collectivité compétente, par Michel DUROUSSEAU et Philippe BILLET	

L'outre-mer, un modèle original

La clarification des compétences institutionnelles
en matière d'environnement dans les collectivités d'outre-mer
et en Nouvelle-Calédonie,
par Lucile STAHL 147

Territoires ultramarins et compétences environnementales :
les DOM-ROM,
par Jean-Marie BRETON, Dominique BLANCHET
et Eric NAIM-GESBERT 163

**Les collectivités locales, nouveaux acteurs
du droit international de l'environnement**

L'autonomie locale environnementale selon le droit international,
par Jochen SOHNLE 187

**La gouvernance régionale de l'environnement
en Belgique et en Espagne**

Quelques réflexions sur le système de répartition
des compétences en matière d'environnement
et d'urbanisme en droit belge,
par Charles-Hubert BORN 205

Rétrospective de la crise de l'environnement
dans un Etat composé de régions autonomes,
par Fernando LÓPEZ RAMÓN 231

Conclusion : Propositions pour une nouvelle gouvernance 245

Annexes

Bibliographie 257

Comité scientifique 266

Equipe de projet 266

La clarification des compétences des collectivités territoriales
en matière d'environnement. Programme de la journée
d'études - Sénat, 20 septembre 2012 267

Séminaires de travail et auditions 269

LA CLARIFICATION DES COMPÉTENCES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT¹

1. Consacré à la clarification des compétences institutionnelles en matière d'environnement, le programme de recherche de la SFDE s'est progressivement concentré sur les compétences des collectivités territoriales en matière d'environnement. Ce programme scientifique a bénéficié du soutien de plusieurs partenaires : PRES Limousin Poitou-Charentes ; Fédération de recherche en environnement et développement durable (FR-3097) ; Université de la Rochelle ; CRIDEAU OMIJ, Université de Limoges ; Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie ; Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur. Il a fait l'objet de plusieurs séminaires de travail sur la période 2010-2012 et d'une journée d'études qui s'est déroulée au Sénat le 20 septembre 2012.

Remerciements

A l'équipe de projet et aux contributeurs au présent numéro spécial ;

Aux intervenants et aux participants à la journée d'étude du 20 septembre 2012 au Sénat ;

Aux personnalités et représentants des organismes auditionnés ou qui ont communiqué une contribution : Christian BARTHOD, Ingénieur général des Ponts, des Eaux et des Forêts, Membre permanent de l'Autorité environnementale, CGEDD/CPRN, Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie ;

Patrice YUNG, Président de la Communauté d'agglomération Seine Eure, Administrateur de l'Assemblée des Communautés de France ;

Emmanuel DURU, Responsable des affaires juridiques à l'Assemblée des Communautés de France ;

Denis MERVILLE, Maire de Senneville, Président de la Commission environnement et développement durable de l'Association des Maires de France ;

L'Assemblée des départements de France ;

A nos collaboratrices : Laurence RENARD et Sarah PINKELÉ ;

Aux partenaires qui ont soutenu la recherche :



CRIDEAU
Centre de Recherches Interdisciplinaires
en Droit de l'Environnement
de l'Aménagement et de l'Urbanisme

Équipe de l'OMIJ (Observatoire des Mutations Institutionnelles et Juridiques) – EA 3177

